Interrogation
Bulletin œcuménique
N° 4 – juin 1997
Parait 8 fois par an
Nouvel impact pour Interrogation



Les mouvements Eiréné, FSF et GVOM qui produisent Interrogation se demandent depuis longtemps comment améliorer cet «outil» d'information pour qu'il ait plus d'impact, plus de résonance...

L'atelier de réfection, de transformation est maintenant opérationnel... C'est dire qu'une étude est entamée pour trouver des solutions forgeant un outil médiatique performant.

Pratiquement, cela veut dire que les numéros de cet automne ne paraîtront pas pour permettre cette réalisation.

Nous vous en dirons un peu plus dans le numéro de juillet, soit le numéro du 25e anniversaire.

La rédaction

Montre dans le train

Gilbert Zbaeren

Elle prend parfois le train,
Moyen de transport agréable,
Un brin coûteux (quand même)
Mais qui permet de...
Un tas de choses que l'on entend...

Elle était dans le train
Qui de La Chaux-de-Fonds
Vous permet de regagner Lausanne.

Ce qu'elle était allée faire là-bas?
Elle ne m'en a rien dit!

Ce qu'elle m'a raconté
C'est que la montre,
Magnifique montre
En OR???
(En tous cas plaquée)
Montre que l'on peut remonter,
Une vraie montre quoi.

Cette montre à son poignet
Et ce voyage en train
A La Chaux-de-Fonds
Etaient liés.

De montre à son poignet
Il y a longtemps qu'elle
N'en avait plus...
En a-t-elle jamais eu?

N'empêche que cette fois,
Son poignet était paré
D'une étincelante montre
Dont elle n'était pas peu fière.

Comment y était-elle arrivée?
Elle, étudiante... et fauchée.

...

Dans le train en face d'elle
Un vieux monsieur.
(comme elle m'a dit)
Ils ont parlé ...
De la pluie et du beau temps...
Des études qu'elle terminait,
De ce qu'il faisait avant la retraite.

Elle est intéressée par les gens
En général
Et passionnée par toute la vie
Que ce *vieux* baladait avec lui.

...

Puis il lui demanda,
Intrigué parce qu'elle
N'avait pas de montre
A son poignet

«Vous n'avez pas de montre?»
«Euh non... pas vraiment besoin»
«Comment peut-on vivre aujourd'hui Sans montre... je ne peux pas le comprendre...»
«Il y a celle des autres...»
...

Et le *vieux monsieur*
D'ajouter...

Comme ancien horloger,
J'ai de la peine à imaginer une
Jeune fille sans montre...

...

J'ai dans mes affaires une montre
Que j'ai faite et j'attendais
De rencontrer quelqu'un
De bien
Pour la lui donner...
Donnez-moi votre adresse
Je vous l'enverrai...

Elle lui a donné son adresse
Et, trois jours plus tard,
Elle recevait un paquet
Expédié de La Chaux-de-Fonds...

Depuis elle ne la quitte plus
Sa montre...
Elle trouve que c'est bien
D'en avoir une.

Surtout
Une montre pour quelqu'un de bien!
Une montre qui a une histoire
Qui a cette histoire.

Au Mali et au Burkina, l'apprentissage de la démocratie est rude.

Journal de Genève
le 12 mai 1997

Alors que l'élection présidentielle malienne a été boycottée par l'opposition, Blaise Compaoré s'engage sur la voie des présidents à vie.

Le Mali et le Burkina-Faso où se sont déroulées hier respectivement des élections présidentielles et législatives ont de nombreux points communs. Ces deux pays sahéliens d'Afrique de l'Ouest qui sont voisins figurent parmi les plus pauvres du monde et ont connu des régimes militaires autoritaires pratiquement depuis leur indépendance. Mais les processus de démocratisation dans lesquels tous deux sont engagés depuis cinq ans diffèrent cependant radicalement.

Le président malien Alpha Oumar Konaré, qui brigue un second mandat, avait été plébiscité au cours des premières élections réellement démocratiques organisées en 1992 dans ce pays, après le renversement sanglant de son prédécesseur le général Moussa Traoré qui avait exercé un pouvoir sans partage sur le Mali durant vingt-trois ans. Le président Konaré représente la figure de proue de la nouvelle génération des dirigeants africains et son pays est régulièrement cité comme un modèle de démocratie sur le continent.

Au Burkina-Faso voisin, en revanche, le président Blaise Campaoré est un ancien militaire parvenu au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat qui avait coûté la vie à son prédécesseur, le capitaine Thomas Sankara. Contraint de se soumettre au verdict des urnes dans le contexte de la vague de démocratisation qui avait secoué le continent africain au début des années 90, il avait été élu en 1991 par moins du quart de son électorat au cours d'élections boycottées par l'ensemble de l'opposition.

Acharnement de l'opposition malienne

Paradoxalement, c'est une situation identique qu'a dû affronter hier le président malien Alpha Oumar Konaré. Tirant prétexte de la mauvaise organisation du premier tour des législatives le 13 avril dernier, l'opposition malienne n'a pas cessé depuis lors de harceler les autorités et a cherché par tous les moyens à saborder le processus électoral en cours. L'annulation du premier tour des législatives par la Cour constitutionnelle ne l'a pas fait désarmer, prenant ainsi le risque de déstabiliser la jeune et fragile démocratie malienne mal préparée à l'organisation de consultations électorales.

Huit candidats ont décidé de se retirer de la course à la présidence laissant le président sortant Alpha Oumar Konaré seul en lice face aux représentants d'un petit parti politique.

Mamadou Diaby, un homme d'affaires haut en couleur qui a fait fortune dans l'exportation des peaux de crocodile, mais qui n'avait obtenu que 2,16% aux présidentielles de 1992.

L'acharnement de l'opposition malienne, une nébuleuse d'une vingtaine de petits partis aux intérêts souvent divergents, frise cependant la mauvaise foi. Car des projections effectuées à partir des résultats du premier tour annulé des législatives montraient que même si elle avait été unie, elle n'avait aucune chance face au président Konaré et à son parti l'ADEMA. Reste que cette candidature quasi unique est un rude coup porté à l'image de la jeune démocratie malienne souvent citée en exemple sur le continent. Une nouvelle annulation serait en tout cas catastrophique pour ce pays sahélien qui s'initie peu à peu et depuis cinq ans seulement à la culture démocratique.

Compaoré, le manœuvrier

Au Burkina-Faso également, la population fait l'apprentissage de la démocratie. C'est ainsi la toute première fois dans l'histoire très troublée

de ce pays qu'un Parlement élu achève son mandat jusqu'au bout. Depuis l'accession du Burkina (ex Haute-Volta) à l'indépendance, une succession de régimes militaires ont systématiquement perturbé le fonctionnement voire même carrément supprimé l'action parlementaire.

Dimanche, 13 partis politiques s'affrontaient pour briguer des postes de députés détenus à la majorité écrasante de 88 sur 107 par le parti au pouvoir, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) du président Blaise Campaoré.

Cette situation, qualifiée de «monopartisme de fait» par le dirigeant du principal parti d'opposition, le professeur Joseph Ki-Zerbo, a d'ailleurs toutes les chances de se renouveler.

L'attraction du parti au pouvoir et le cortège d'avantages financiers et de prestige qui en découlent sont tels que, comme le reconnaît le responsable d'un parti proche de la mouvance présidentielle, «de nombreux militants désertent leur parti pour un autre où ils auront à boire et à manger». Le parti majoritaire est d'ailleurs né de la fusion l'année dernière d'une dizaine de partis d'opposition qui ont rejoint le parti du président Blaise Campaoré.

Piètre démocrate, mais habile manœuvrier, le chef de l'Etat burkinabé a ainsi réussi à obtenir la majorité absolue nécessaire à une révision de la Constitution qui lui permette de supprimer la limitation des mandats présidentiels.

Le chef de l'Etat burkinabé s'engage ainsi résolument sur la voie des présidents à vie dont regorge déjà amplement l'histoire politique africaine.

Catherine Morand

Vingt-quatre heures
le 12 avril 1997

La Banque alternative mise sur la transparence

Sur la planète bancaire helvétique, où les suppressions d'emplois massives la disputent avec les annonces de constitutions non moins massives de provisions et de pertes, il existe une banque, certes petite et hautement particulière, qui se paie le luxe de progresser complètement à rebours. La Banque alternative (BAS) à Olten publiait, hier, ses chiffres qui comprennent, particularité, la liste détaillée de tous les crédits accordés. Non seulement le bilan a progressé beaucoup plus vite que prévu, mais les provisions pour risques demeurent lilliputiennes au regard du volume des affaires traitées. Cerise sur le gâteau, la banque ouvrira sa représentation romande le 1er octobre à Lausanne.

Bilan en hausse

Minuscule au regard de la moyenne des banques suisses, la BAS l'est: le total de son bilan s'élève à 234,3 millions de francs et son bénéfice à 582 676 francs. Seulement, si ce dernier a diminué de 11% par rapport à celui de 1995 «à cause d'un contexte de taux d'intérêts défavorable» selon le rapport annuel, le bilan a pris l'ascenseur: il s'est accru de 27%. Dans le même temps, les provisions pour les crédits à risque n'atteignent que 280 000 francs, infime proportion qui permet à la jeune banque (elle a été fondée en 1990) de se montrer sereine quant à ses fonds propres: à hauteur de 16,4 millions, ils ne représentent que 7% du bilan. Cependant, elle cherche à les accroître par des augmentations successives de capital et se cherche de nouveaux actionnaires. La raison de cette réussite? «Probablement à cause du double examen, financier et éthique, auquel nous soumettons les demandes de crédit», répond Sophie Rivaz, responsable de la promotion en Suisse romande.

La banque prend, certes, pied sur les rives du Léman, mais la plus grande partie des affaires se traitent à Zurich. Ce canton centralise à lui seul le tiers des crédits accordés, les régions francophones n'en ayant pour le moment pas même le dixième.

Yves Genier □

La fête d'inauguration a lieu le samedi 27 septembre 1997, de 9 heures à 16 heures à la Place Saint-François

Il y aura de nombreuses animations et la présence des preneurs de crédits romands

A 11 h 30 Inauguration officielle avec Yvette Yaggi et Philippe Biéler

BONNES FEUILLES ÉCONOMIQUES

Deux cents multinationales dominent l'économie mondiale

Fusions, rachats, alliances: jamais les concentrations d'entreprises n'ont été si fréquentes. «Le Monde diplomatique» décrit ce phénomène.

Entrevue dans les années 90, la reprise économique n'a pas vraiment tenu ses promesses. Aujourd'hui, les industries manufacturières mondiales (moins la Chine) tournent entre 70 et 75% de leurs capacités productives. Et la dette mondiale (celle des entreprises, des gouvernements et des ménages) culmine à 33100 milliards de dollars, soit 130% du PIB mondial.

Plus grave encore, le taux de croissance annuelle de cette dette fluctue entre 6 et 8%, plus de quatre fois la croissance de l'économie. Comme l'écrit *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, qui donne ces chiffres: «Ces disparités dans les taux sont insupportables et leurs conséquences sont désastreuses.» Mais les firmes transnationales, elles, ne semblent pas en souffrir. En témoignent les recensements du magazine *FORTUNE*, qui note que les gains des cinq cents plus grandes entreprises ont crû de 15% alors que leurs revenus ne progressaient que de 11%. Champions parmi les géants, les 200 premières multinationales au chiffre d'affaires cumulé de 7850 milliards de dollars en 1995. «Depuis le début des années 80, (elles) ont connu une expansion ininterrompue par voie de fusions et de rachats d'entreprises, constate *LE MONDE DIPLOMATIQUE*. Ainsi, la part du capital transnational dans le PIB mondial est passée de 17% au milieu des années 60 à 24% en 1982 et à plus de 30% en 1995.»

Géographiquement, ce petit club est très concentré: Japon (62 firmes sur les 200 premières), Etats-Unis (53), Allemagne (23), France (19), Royaume-Uni (11), Suisse (8), Corée du Sud (6), Italie (5) et Pays-Bas (4). D'autres pays, comme la Suède, le Canada ou le Mexique, n'hébergent pour leur part qu'un représentant des 200 premières. En fait, le degré de concentration est plus poussé que ne le laissent supposer ces statistiques. Car toutes les sociétés figurant dans ce hit-parade ne sont pas indépendantes. Prenez le géant japonais Mitsubishi: il existe cinq entreprises Mitsubishi dans les 200 premières. Quoique fortement autonomes, ces entités de l'empire Mitsubishi sont stratégiquement imbriquées les unes aux autres en matière de commercialisation et de production.

Concurrence oblige, ces géants se sont livré une guerre sans merci pour s'arroger des parts de marché. D'où des modifications significatives dans la répartition par nationalité qui reflètent bien l'évolution du rapport de force économique. «En effet, entre 1982 et 1995, le nombre des firmes américaines (dans les 200 premières, ndlr) a chuté de 80 à 53, tandis que celui des japonaises augmentait dans le même temps de 35 à 62.

Autrefois première puissance impériale, le Royaume-Uni a vu le nombre des siennes tomber de 18 à 11; en revanche, un nain géographique et démographique a surgi: la Suisse. Mais le plus étonnant a été l'essor rapide des sociétés sud-coréennes, dont le nombre est passé de 1 à 6...» Il faut dire qu'au cours des dix dernières années «les regroupements d'entreprises se sont multipliés au rythme de 15% l'an». Et si rien ne change d'ici à l'an 2000, le coût cumulé de ces transactions dépassera les 10000 milliards de dollars.

En cette période marquée par une conjoncture atone, les multinationales n'ont guère d'autre solution que d'absorber leurs concurrents pour promouvoir leur expansion et, du même coup, conquérir de nouveaux marchés tout en s'assurant des économies d'échelle. «Pour le moment, le poids écrasant des sociétés transnationales dans l'économie mondiale n'a pas son pendant dans le domaine politique. Qu'en sera-t-il au siècle prochain? (...) Mais, déjà, les dégâts sociaux et politiques causés par les fusions et les rachats en série fissurent l'édifice», remarque *LE MONDE DIPLOMATIQUE*.

ET ENCORE...

● *LE NOUVEL ÉCONOMISTE* rappelle que cette semaine les économistes célèbrent le cinquantenaire de la Société du Mont-Pèlerin, une société fort discrète, mais influente, qui regroupe les plus fervents propagateurs de la pensée libérale. Fondée en 1947 au Mont-Pèlerin, au-dessus de Vevey, par le théoricien du libéralisme absolu, Friedrich Hayek, vite rejoint par l'Américain Milton Friedman (le père du monétarisme), cette société regroupe aujourd'hui 500 «happy few». C'est elle qui a cherché à construire une alternative solide aux thèses keynésiennes, prédominantes au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

● *FINANZ UND WIRTSCHAFT* compare les performances boursières des principaux brasseurs mondiaux. A l'inverse de Feldschlösschen-Hürlimann, prisonnier d'un marché saturé, les groupes des pays en voie de développement ont le vent en poupe.

PIETRO BOSCHETTI

«Grâce à Dieu?»...

Jean-Marie Pasquier

... ou grâce à l'homme? La question qui n'est pas nouvelle, s'est de nouveau posée à moi, fortement, l'autre jour. C'était au cours d'une «marche de l'Ascension» avec un groupe de jeunes. Une marche qui se voulait à la fois montée vers Dieu et rencontre avec des hommes, et plus spécialement de ces êtres humains que la vie a laissés au bord de la route. Comme ces deux requérants d'asile, des Africains, rencontrés ce soir-là. Des hommes durement frappés, au propre et au figuré, et qui auraient eu bien des raisons de s'en prendre à Dieu, à la manière de Job: «Je hurle vers toi, et tu ne réponds pas... Qui me donnera quelqu'un qui m'écoute? Au Puissant de me répondre!»

Et bien non! Ce jeune universitaire, arrêté, passé à tabac et emprisonné pour avoir osé critiquer la politique du gouvernement, et qui en a finalement réchappé pour aboutir en Suisse, ponctuait le récit de ses malheurs d'une invocation constamment reprise: «Grâce à Dieu!» Personne ne lui a demandé directement ce qu'il mettait derrière ces mots. Certainement beaucoup plus que dans la plupart de nos «Dieu merci». Il y croyait, visiblement. Comme si tout au long de son histoire, il s'était senti malgré tout protégé, conduit, délivré, sauvé... Comme si les événements politiques eux-mêmes étaient télécommandés: «Grâce à Dieu» les victoires de Kabila, et la chute annoncée de Mobutu!

Est-ce cela que nous croyons quand nous invoquons Dieu comme «le Maître du monde et de l'histoire»? Un Dieu qui peut intervenir à sa guise pour régler les affaires de notre monde? Mais alors pourquoi pas toujours dans le bon sens? Ou alors un Dieu qui se réserve le mérite du bien et nous laisse la responsabilité du mal de ce monde? C'est trop facile... D'un côté la grâce - merci Seigneur! - de l'autre la liberté: mea culpa.

Je crois, moi aussi, que «tout est grâce» et que toute vie vient de la Vie, comme l'eau de la source. Mais cette grâce de Dieu, loin de se substituer à la liberté humaine, la suscite et la dynamise.

Si l'homme peut dire «grâce à Dieu», c'est justement pour cette confiance extraordinaire que Dieu lui fait en lui confiant ce monde à transformer, avec tous les risques que l'on sait.

Et Jésus n'est pas venu «remplacer» l'homme, mais le réhabiliter, en s'agenouillant devant lui pour lui laver les pieds. C'est ce que nous rappelle cette année Maurice Zundel:

«Ce qu'il y a de plus mordant dans l'Evangile, ce qui nous touche au fond du cœur: c'est que le christianisme est, à un degré unique, la religion de l'homme.

Le royaume de Dieu, c'est l'homme ouvert, transparent, généreux, l'homme qui laisse passer à travers lui cette vie de Dieu dont toute conscience humaine porte à son insu le trésor...

Qu'est-ce que l'homme pour qu'on lui fasse un tel crédit? Mais justement, c'est ce crédit de la générosité divine qui doit, peu à peu, le conduire à lui-même, lui faire découvrir au fond de lui-même cet infini dont il rêve et à l'exprimer dans toute sa vie.

Au fond, tout est là: si l'on ne croit pas en l'homme, il est impossible de croire en Dieu.

Il est clair que si le christianisme est la religion de l'homme, s'il y a en Jésus une telle passion pour l'humanité, si Dieu est à genoux devant l'homme, il y a une possibilité de nous entendre avec ceux qui glorifient l'homme comme un Dieu...

Le monde moderne a la nostalgie de la divinité de l'homme et il a bien raison. Et le Christ est à l'origine de cette nostalgie: c'est Lui qui a placé l'homme si haut, qui a mis notre liberté au prix de la Croix, c'est Lui qui nous a révélé Dieu à genoux devant l'homme.»

Carla Wirz

Carla Wirz, ingénieure agronome, est en stage à Matagalpa au Nicaragua. Depuis près d'un an, elle participe aux activités d'ODESAR, Organisation pour le Développement Economique et Social, secteur Rural et Urbain (voir Interrogation N° 2, avril 1997).

Avant de présenter le dossier dans lequel elle a rencontré pour nous Sandy Patricia Alcantara, l'une des animatrices du Casa Club, elle nous donne un «avant-goût» de Nica à l'aide des sujets ci-après.

Une Histoire pour qui veut boire du petit lait

J'en ai marre du Caca-Cola. J'en ai marre de consommer ces boissons pleines de gaz, et de sucre, et de cochonneries chimiques, et de goût d'impérialisme économique, j'en ai marre. D'autant plus qu'au Nicaragua ne manquent pas les boissons naturelles de céréales, de fruits exotiques, de cacao, d'épices... et de choléra, et de microbes et de parasites, et de mille maladies tropicales.

Du coup, les bouteilles aseptisées des entreprises multinationales sont bien utiles pour assouvir les soifs qui assaillent au milieu du marché, pendant les voyages chaotiques et poussiéreux, et dans les quartiers pauvres et miséreux des villes nicas.

Un des souvenirs que j'ai de la Bolivie, ce sont les innombrables boissons en bouteille de fabrication nationale que les femmes vendent à chaque coin de rue. Le Coca et le Sprite rivalisent difficilement avec cette armada de liquides de toutes les couleurs, saveurs et prix.

Je peux m'imaginer que la création des entreprises nationales de boissons ne s'est pas réalisé à une époque de politiques économiques ultra-libérales: la substitution des importations et la génération d'industries productives tournées vers le marché intérieur est impensable aujourd'hui au Nica.

Les promesses de création d'emploi se concrétisent dans la nouvelle de ce matin: les zones franches vont doubler ces prochains mois.

Je pourrais aussi boire de la bière: «Victoria» et «Tonia» sont nicas, mais bref, pour qui me connaît ce ne sera pas difficile de s'imaginer mes préférences très peu alcooliques. Il est parfois difficile d'être conséquent avec ses idées politiques...

Le collectif de tissage et la coopérative La Malinche

Une femme d'Argentine-Belgique qui a vécu dans la communauté s'est intéressée au «sauvetage» de traditions indigènes. Une de ces tradition est le tissage.

Après avoir fait des recherches et avoir fait un grand travail au sein de la communauté, un groupe de femmes s'est mis à tisser et à vendre leurs produits. Le collectif de tissage vend son tissu à la coopérative La Malinche.

Cette coopérative est née pendant l'époque de gouvernement sandiniste comme coopérative de couture. Elle a dû faire front à toutes sortes de problèmes, mais elle a réussi à se maintenir et à donner du travail à tout un groupe de femmes de la communauté.

Lorsque cette coopérative délaisse la couture et commence à travailler le cuir, l'aide de cette femme argentine a été décisive pour se familiariser avec ce nouveau travail.

L'alliage du tissu traditionnel avec le cuir donne un résultat tout simplement magnifique. La coopérative se restructure et prend le nom de La Malinche.

Les femmes de cette coopérative ont une longue expérience d'organisation. Elles se sont aussi développées personnellement, grâce aux cours de production, mais aussi de genre, de sexualité, de prise de parole, etc. Elles sont devenues des agentes de développement de la communauté.

La Malinche est la seule alternative économique qui me semble viable dans la communauté, et il faudrait qu'elle puisse grandir pour offrir plus de places de travail.

La volonté et l'effort

Carla Wirz

GVOM et ses membres soutiennent un projet à Matagalpa (Nicaragua) intitulé «Casa Club, enfants travailleurs de la rue». Une volontaire, une femme nicaraguayenne largement impliquée dans le projet, ainsi que des enfants s'expriment et apportent leur témoignage.

Quand GVOM m'a demandé mon appui pour écrire un article sur ce projet, j'ai rencontré Sandy, Nicaraguayenne payée par GVOM pour développer le projet; et j'ai eu envie d'écrire sur elle en particulier: indirectement, l'appui de GVOM à un projet spécifique est aussi une opportunité pour une femme de s'épanouir. A Matagalpa, il manque beaucoup de postes de travail. Cependant, il y a 3 ans, Sandy a reçu une proposition de travail bénévole pour une période de 2 mois au FONIF (Fond pour la Famille et l'Enfance, institution gouvernementale dans laquelle est inséré le projet Casa Club). Les deux mois passèrent et elle continua à travailler sans salaire. Puis, apparut la possibilité d'aide financière de la part de GVOM; c'est pourquoi elle est restée et a travaillé bénévolement quelques mois supplémentaires. «Le plus important dans un projet, c'est d'avoir de la volonté et de la conscience» dit Sandy, qui a signé un contrat avec GVOM. Ce salaire tombe bien: son mari a perdu son travail et il ne lui sera pas facile d'en trouver un autre.

Sandy est de ces femmes nicas dynamiques qui étudie parce qu'elle ne s'effraie pas face aux immenses efforts que cela suppose (travailler, être mère de famille et étudier, voyager jusqu'à Managua les fins de semaine) et elle a su profiter d'une grande opportunité qu'on lui a offert: une bourse de la part d'un organisme étranger qui appuie le FONIF. Elle a à peine 28 ans et va déjà avoir son second enfant. Elle s'occupe de son mari, qui la laisse travailler hors du foyer «toujours quand tout est en ordre dans la maison». Son travail consiste à sensibiliser la communauté, et plus spécifiquement trouver des ateliers qui donnent du travail et une formation aux enfants. «Le secteur pauvre est celui qui aide le plus les pauvres» dit Sandy. Ce sont les propriétaires des petits ateliers de mécanique, de menuiserie, de boulangerie qui donnent une opportunité aux enfants travailleurs des rues. Après avoir trouvé des postes de travail, elle commence à chercher les enfants travailleurs de la rue, à qui elle demande seulement de fournir une copie de leur acte de naissance. Ces enfants peuvent entrer dans un atelier de l'institution (jardinage, boulangerie, salon de beauté et travaux manuels) ou dans un atelier privé. Là, ils gagneront peut-être moins qu'avec le travail qu'ils faisaient avant (cirer les chaussures, vendre des tortillas), mais ils s'assurent un futur: la formation est considérée comme primordiale pour que ces enfants puissent, un jour, avoir une vie meilleure. De plus, il leur est donné un soutien pour étudier et des activités dans lesquelles ils peuvent participer sont organisées: sport, vidéo, cours éducatifs. Ils peuvent recevoir un appui spécifique; par exemple, en cas de problèmes scolaires, on les accompagne à l'école pour parler avec les instituteurs. Il y a aussi des possibilités d'appui psychologique. Un travail avec les parents de ces enfants est également présent: cours de conscientisation sur l'importance de la formation des enfants, ateliers sur l'éducation sexuelle, entrevues personnelles. Dans de nombreux cas, les beaux-pères maltraitent ces enfants qui, avec toute leur volonté, participent à l'économie familiale, que ce soit pour payer leurs études ou pour maintenir la famille. La maltraitance est une chose qui se transmet de génération en génération selon Sandy, et elle veut aider à changer quelque chose dans la vie de ces enfants pour que ceci ne recommence pas.

Quand Sandy parle des enfants travailleurs de la rue, elle met dans sa voix et dans son regard toute l'émotion que ses relations avec eux lui ont données tout au long des années. «Les enfants me connaissent dans la rue». Elle a une quantité d'anecdotes à raconter. Il y a maintenant plus de cent enfants qui font partie de la Casa Club. Sandy se souvient qu'à son début, le projet connut beaucoup de difficultés. Cependant, quand la boulangerie a pu s'ouvrir grâce à une aide économique extérieure, ce fut une grande joie de pouvoir recevoir la première promotion d'enfants. «L'aide externe est l'essence qui fait avancer le travail» et «les enfants connaissent ce projet et se demandent qui sont ceux qui les aident».

Sandy, par son travail, a eu l'opportunité de s'ouvrir au monde, d'acquérir une expérience très riche (qui va du travail social jusqu'à celui de la boulangerie), de poursuivre ses études, de s'épanouir elle-même et de participer à l'épanouissement des enfants travailleurs de la rue. Entre les défis et les réalisations, il y a des moments durs. Mais chaque fois que je me rappelle ma rencontre avec elle, ça me donne de l'énergie et de la motivation pour tout le jour.

Casa Club, rapport pour l'année 1996

Sandy Patricia Alcantara

Nous tenons à exprimer notre gratitude à tous ceux, qui depuis plus d'un an, ont permis de continuer à «faire tourner» le Casa Club. A tous un grand merci!

Différentes activités
Le travail du début d'année consiste à la recherche de garçons et filles travailleurs de la rue. Ceci demande du temps et se fait le premier mois sous deux formes:

1. Dans les rues, marchés et quartiers marginaux, ainsi que dans les rues principales.

2. Lors d'un temps d'inscription au Casa Club.

En tant qu'éducatrice, j'aide à la recherche des enfants; ensuite, je participe à l'organisation permettant d'orienter vers diverses catégories: mécanique, cordonnerie, tapisserie, esthétique, couture, travaux manuels, jardinage et boulangerie.

Toutes ces activités sont cherchées dans la communauté par l'éducateur. Mon rôle est également d'appuyer les différentes activités du Centre Casa Club.

La boulangerie
Ma tâche principale dans le projet est la prise en charge de l'atelier de boulangerie. Celui-ci a débuté avec 14 enfants pour une durée de 10 mois comprenant 3 étapes.

Un jour par semaine, ces enfants reçoivent des cours éducatifs - comme l'éducation sexuelle et les relations humaines - en collaboration avec différents partenaires.

Les enfants de l'atelier reçoivent 2 jours de théorie et 2 jours de pratique par semaine pendant 8 mois.
Les quatre premiers mois, ils apprennent différentes recettes de pains sucrés.

Les quatre mois suivants, ces enfants pratiquent en pâtisserie et en «baños de queque».

Les deux derniers mois de l'atelier de boulangerie, les enfants se consacrent uniquement à la pratique. Cet atelier prend fin avec une exposition au public et la remise de diplôme aux enfants.

Mais notre travail ne s'arrête pas là. Nous nous mettons aussi en relation avec les différentes boulangeries afin de donner aux enfants une chance de pouvoir travailler. Ce travail leur permet d'assurer leur nécessité de base, ces enfants étant de ressources économiques précaires, et de poursuivre leurs études.

Un suivi spécial leur est aussi apporté de la part de l'éducatrice, suivi pédagogique et familial.

Mon travail hebdomadaire comprend aussi la prise en charge des ateliers de travaux manuels, couture, cordonnerie et tapisserie. Je les supervise chaque semaine afin de donner un suivi aux enfants.

En ce qui concerne le fonctionnement, il est demandé à l'enfant de se présenter chaque jour à l'atelier et sa présence est notée. Durant l'année, l'enfant joue en faisant du sport, des jeux parascolaires. Ceux-ci permettent à l'enfant d'avoir un quotidien meilleur. L'éducateur, en période scolaire, aide l'enfant dans ses devoirs et un renforcement scolaire est organisé en cas de besoin pour que l'enfant améliore ses résultats.

L'éducateur en temps et en forme aide l'enfant à lui faire prendre conscience qu'il n'est pas un soutien de famille, mais que son travail est une façon d'avancer.

Lors du suivi pédagogique, il s'agit d'expliquer comment on peut vivre mieux. Les cours d'éducation aident l'enfant à se sentir l'égal des autres; ainsi, il peut se dépasser, transformer son caractère d'apprentissage et devenir un bon forgeron pour la patrie.

Succès
Nous avons formé 14 garçons en boulangerie et 10 filles en travaux manuels et couture.
Nous avons trouvé des ateliers de fabrication de tapis et de cordonnerie pour y placer de nouveaux enfants.
Nous avons pris contact avec la municipalité afin d'obtenir un appui pour l'octroi de vivres (farine, riz, sucre, lait, etc.)

Nous avons collaboré avec les cliniques pour qu'elles nous donnent une formation sur l'éducation sexuelle (Ixchen et Profamilia) et en relations humaines (policlinique Trinidad Guevara).

Des liens avec différents centres scolaires ont été organisés.

Difficultés
A cause des difficultés économiques rencontrées dans la famille de ces enfants, ces derniers sont quelquefois obligés de quitter le projet. Pour eux, le travail qu'ils font dans la rue est primordial pour aider à affronter les besoins de leur famille.

Il y a peu d'ateliers dans la communauté, ce qui rend difficile le placement d'un enfant.

Il y a un manque de moyen de locomotion pour l'éducatrice: il est nécessaire de faire des visites à domicile des enfants et ces familles vivent dans les quartiers les plus éloignés de la ville.

Témoignages d'enfants travailleurs de la rue de Matagalpa



(tirés de ¿Somos en verdad, el futuro de Nicaragua?, Sommes-nous vraiment le futur du Nicaragua?, analyse de la situation des filles et garçons travailleurs de Matagalpa, association La Amistad, décembre 1995, Matagalpa, Nicaragua)

Je travaille en vendant des tortillas, je déambule dans les rues de Matagalpa.

Des fois, je les vends toutes, des fois non. J'aime aller vendre, parce que ça me permet d'apporter de l'argent à la maison pour avoir à manger. Mais il y a une chose que je n'aime pas, c'est que les autres enfants m'embêtent quand ils vendent ou quand on leur vole leur argent.

La première fois que je suis partie travailler, ça ne m'a pas plus parce qu'on ne m'achetait pas les tortillas et ça me faisait beaucoup de peine. J'ai dit à ma maman qu'elle ne m'envoie plus vendre, mais elle m'a toujours envoyée. Mais maintenant, si, j'aime aller travailler.

Blanca, 10 ans

Quand je suis sorti la première fois pour aller cirer les chaussures, j'étais très gai, parce que j'amenais de l'argent à la maison. J'ai vu aussi que je pouvais gagner de l'argent même si c'était peu. J'étais très content de voir que les gens qui me connaissaient m'aidaient dans mon travail et me donnaient des conseils. Mais il y avait aussi d'autres personnes qui me disaient que je ne pouvais pas cirer, que je ne pouvais pas le faire parce que c'était les premiers jours.

Juan Ramon

J'ai travaillé la première fois quand j'avais 11 ans, en décembre 1991; Noël approchait et mes parents étaient sans travail. Je voulais m'acheter une paire de chaussures. Alors j'ai pensé, comme ils ne peuvent pas m'acheter des chaussures, je vais aller gagner de l'argent, avec mes deux petits frères. Le travail que nous avons fait fut de cirer les chaussures, je le fis durant 6 mois, mais en grandissant, ça m'embêtait. Alors j'ai demandé à un vendeur de «raspaditas» (glace pilée recouverte d'un peu de sirop) si je pouvais en vendre. A douze ans, j'ai acheté une caisse pour vendre des chicles et des cigarettes. A treize ans, une dame à qui je cirais les chaussures m'a proposé de vendre des journaux le matin et le soir. La nuit, je vendais des cigarettes et des chicles dans les jardins publics et au cinéma Margot. Je vendais aussi des billets de loterie. C'est un voisin qui me les a donné, c'est un très bon ami de mon père.

Ricardo Antonio, 14 ans

Les Indiens

Les Matagalpas, groupe d'Indiens qui vivaient dans cette région du Nicaragua avant que les Espagnols ne débarquent, représentaient le 10% de la population nationale en 1881. Mais ils ont été les victimes de monstrueuses et innombrables actions en vue de les liquider physiquement, culturellement, totalement.

En leur enlevant tout droit sur la terre, en d'autres mots, en leur volant leur propriété, base de leur culture et de leur identité, les blancs et les riches leur ont sapé leur force et les ont laissé dans un état de désorganisation, et donc d'affaiblissement, qui ne sera peut-être jamais surmontable.

La destruction a marché dans une certaine mesure puisque nombreux sont les gens qui ne connaissent même pas l'existence de ce groupe ethnique. Personnellement, je viens de me rendre compte de leur importance et de leur organisation sociale. Ils ont une organisation appelée Communauté Indigène, des lois, des autorités qui sont élues, des papiers de propriété de terres et de maisons, des impôts. Ces impôts ont été le sujet de sérieuses luttes, car la terre était propriété de tous et elle était répartie périodiquement. Mais tout lopin de terre était sujet à un impôt. Or, tous les blancs qui ont des terres de la Communauté Indigène ne paient aucun impôt, car ils se sentent rois dans cette patrie qui valorise la peau blanche, les cheveux clairs, les yeux verts.

Ce que les Indiens ont subi est à l'image de toutes les histoires déjà connues. L'ingérence des autorités blanches a toujours cherché à se faire la plus grande possible, et les lois stipulent que les élections de la Communauté Indigène doivent se faire sous la tutelle du maire de Matagalpa.

Il m'est difficile pour le moment de comprendre la force de l'organisation indienne. Des fois, j'ai l'impression qu'il subsiste un sentiment fort d'appartenance à l'organisation qui n'est pourtant qu'une coquille vide. Mais parfois, je découvre que cette organisation a une force cachée. Je vais essayer de mieux piger.

Il y a longtemps, les indigènes produisaient leur coton, le filaient, le teignaient et le tissaient. Mais Somoza, le dictateur du Nica, a fait brûler toutes les cultures de coton de la montagne, sous prétexte que cela était une concurrence malsaine pour les grands producteurs de coton d'exportation des plaines du Pacifique. Le tissage a été interdit. Un leader de la communauté du Zapote, voisine du Chile, me racontait avoir été visiter des centaines de fois une vieille indienne qui n'avait pas brûlé son métier à tisser, pour qu'elle se remette à l'utiliser. Mais elle n'a jamais voulu le faire publiquement par peur d'être envoyée en prison, bien que Somoza était à trois pieds sous terre depuis belle lurette. La psychose persiste, et cela se sent.

Nouvelles opportunités Nouveaux défis

Extraits de l'allocution de Konrad Raiser, prononcée lors de la célébration du 40e anniversaire d'Eiréné le 18 février 1997 à Genève.

... 40 ans se sont écoulés depuis la création d'Eiréné et je pense que l'idée qui fut à la base de la fondation du mouvement en 1957 n'a rien perdu de son actualité ni de son urgence. Toute une série d'autres réalisations ont été initiées depuis cette année-là: je me réfère notamment aux actions de Peace Brigades International, qui travaille aussi avec des volontaires, ou celles de Pax Christi Internationalis, et je pense aussi aux mouvements de «workcamps» qui ont mobilisé de nombreux jeunes volontaires. Toutes ces actions comme celles d'Eiréné reposent sur un esprit de médiation, d'aide et de développement. Je parle en tant que père d'un fils anciennement volontaire d'Eiréné et oncle d'une nièce actuellement volontaire, mais aussi en tant que conseiller de mes étudiant(e)s qui sont partis pour un service civil et de paix avec Eiréné et je peux donc témoigner par mon expérience que cette idée de paix fut une impulsion profonde pour l'orientation de la vie, de la formation et du travail de ces jeunes...

Bien sûr cette idée d'un service volontaire pour la paix et la justice est restée limitée, aussi bien par le nombre de volontaires - environ 1000 en 40 ans d'Eiréné - que par la minorité des Eglises qui y voient une extériorisation du témoignage chrétien de paix et qui ont soutenu conformément cette initiative...

Nous sommes actuellement en pleine discussion sur l'apparence concrète d'un nouveau service chrétien pour la paix, la résolution de conflits et la réconciliation.

Et je pense que c'est une chance, mais aussi un défi pour Eiréné. J'espère que de nouvelles occasions de renouveller l'ancienne relation entre Eiréné et le Conseil œcuménique pourront être développées dans le cadre de ce programme œcuménique pour vaincre la violence.

Dans le cadre de son appui à des programmes de développement dans les pays du Sud, Eiréné International recherche un/une

Coordinateur/trice à Niamey (Niger)

Durée
3 ans, dès octobre 1997

Tâches
- Prise en charge, suivi et coordination de nos projets actuels
- Gestion du bureau de coordination à Niamey: administration, finances, budget, personnel et logistique
- Communication avec Eiréné International à Neuwied (RFA)
- Direction des collaborateurs d'Eiréné sur place
- Représentation d'Eiréné et contact avec les partenaires de projet et les autorités locales, ainsi que les autres organisations de développement
- Etudes préparatoires de projets, suivi de projets, évaluations
- Travail d'information sur le déroulement des projets et sur la politique de développement en collaboration avec le siège international à Neuwied

Qualifications
- Formation approfondie et expérience professionnelle dans le domaine sociologique ou un domaine proche (pédagogie, ethnologie ou équivalent) ou relations internationales
- Expérience du travail en équipe, de la gestion de personnel
- Connaissances de la politique de développement
- Expérience de vie et de travail dans un pays du Sud, de préférence en Afrique
- Expérience en administration (gestion, finances, comptabilité, informatique)
- Français écrit et oral indispensable
- Connaissances de l'allemand préférable

Rémunération
modeste, selon les barèmes d'Eiréné en accord avec la loi allemande sur le développement

Postulation auprès de
Eiréné International, s/c Eckehard Fricke, Postfach 1322, D – 6503 Neuwied
ou
Eiréné comité suisse, c/o Godi Glatz Consulting, Ch. de Rive 6, 1350 Orbe, Tél./Fax (024) 441 88 42

Jusqu'au
30 juin 1997

Remarque
A qualification égale, la préférence sera donnée à une candidature féminine

Décès

Madame
Marguerite Maillard

décédée le 6 mai 1997, maman de notre secrétaire général et ancien volontaire en Centrafrique Pierre-Yves.

Adresse de la famille:
Pierre-Yves et Amparo Maillard Hernandez
Rue Père-Girard 4
1700 Fribourg

Madame
Gisèle Dreux-Rachet

décédée le 13 janvier 1997, maman d'Elisabeth Stulz-Dreux, ancienne volontaire au Cameroun de 1979 à 1982.

Adresse de la famille:
Elisabeth et Paul Stulz-Dreux
Rte Henri-Dunant 16
1700 Fribourg

Guide du travail d'information

Mandat FSF à Sergio Ferrari, en communication publique (cofinancement UNITE), ouvrage disponible en français et espagnol. Ce petit Guide du travail d'information est le fruit d'une nécessité.

Il entend répondre à la demande des coopérants, de membres de groupes régionaux, du secrétariat et du comité de FSF et à celle d'autres ONGs d'envoi, réunies au sein d'UNITE, comme l'ont exprimé les coordinateurs lors de leur première rencontre organisée en Suisse en septembre 1996.

Il est l'aboutissement d'un premier effort **visant à structurer, organiser et améliorer le travail d'information des volontaires/coopérants, des groupes régionaux et des différents organes des ONGs d'envoi, pour les doter de certains éléments fondamentaux de nature technique et théorique pour savoir *comment mieux communiquer.***

A l'heure actuelle, les ONGs d'envoi doivent relever des défis impressionnants. **Il en va non seulement de leur raison d'être et de leur identité mais aussi de leur survie.**

Seule une attitude plus agressive, plus professionnelle et plus cohérente dans **leur travail de sensibilisation en Suisse, alliée au travail quotidien de coopération avec le Sud fourni par les volontaires, peut leur assurer un avenir.**

Cette mission s'inscrit dans une situation mondiale de plus en plus dramatique. La globalisation néolibérale est synonyme de faim, de misère et de destruction sociale pour la majorité des peuples du Sud.

Ainsi, les 358 millionnaires les plus riches affichent aujourd'hui une fortune équivalente aux revenus du 45% des habitants les plus pauvres de la planète, selon les chiffres du Rapport sur le développement humain du PNUD (Nations Unies) publié en 1996. Personne ne peut ignorer l'absurdité du système, l'inégalité des rapports Nord-Sud et le fossé qui s'élargit au sein même du Nord. Et la Suisse n'est pas épargnée: 10% de la population y détient la même fortune que le 90% restant.

Cette concentration antidémocratique - pour ne pas dire perverse - se reflète aussi dans le monde de la communication. Ainsi, une douzaine d'agences de presse et de chaînes de télévision accaparent de nos jours le 90% du marché mondial de l'information. En Suisse, neuf grands groupes contrôlent la plus grande partie de la presse écrite. **Dans ces circonstances, l'information différente, «alternative», critique en provenance du Sud acquiert une importance cruciale.** Sans information, il n'y a pas de solidarité. Et sans solidarité dans les rapports Nord-Sud, l'avenir de notre planète est imprévisible.

Pour les ONGs d'envoi, il n'est guère aisé de relever le défi de la sensibilisation, qui implique conscientiser plus et rechercher plus de fonds propres.

Elles doivent en effet le faire contre des organisations possédant des moyens considérables, dans une économie de marché qui marginalise leur action et à un moment où la conscience tiers mondiste enregistre un recul marqué.

Quoiqu'il en soit, la pratique nous dit qu'il y a des espaces, des fentes et des fissures par où entrer. A condition de faire preuve de **plus de professionnalisme et de miser sur le nouvel élan du Sud et sur la lucidité et la constante du travail au Nord.**

N'oublions pas en effet que l'utilisation des media est la troisième occupation de l'homme d'aujourd'hui, après le travail et le sommeil. Le Suisse moyen consacre chaque jour deux heures à la télévision, deux heures et demie à la radio et une demi-heure à la presse écrite.

N'oublions pas non plus que le principal capital dont disposent les ONGs d'envoi sont l'apport des **volontaires et des partenaires locaux et l'engagement pris par les structures et les groupes de base en Suisse.** L'objectif est clair: à moyen terme, faire de **chaque coopérant** un véritable **«correspondant populaire»** qui favorise la prise de conscience solidaire au Nord. Et de **chaque membre en Suisse, un promoteur et un multiplicateur de cette conscience.**
Voilà donc la raison d'être de cet instrument qui vous permettra de relever avec plus de facilité, nous l'espérons, le défi de l'information et de la communication sur la place publique.

Cette deuxième version a été enrichie par les commentaires et par les remarques de personnes sur le terrain (voyage en Amérique Latine novembre-décembre 1996), d'ONGs d'envoi et d'amis journalistes qui, à la demande de l'auteur, l'ont évaluée.

Afin de rehausser le caractère «pratique» de ce guide, nous avons ajouté à la fin de chaque chapître une liste de questions pour stimuler la réflexion en groupe ou individuelle, dans le but d'en faciliter l'utilisation dans les ateliers et des groupes de formation.



Territoire et culture indigènes mis en échec par le capitalisme postmoderne

C. Falaschi et T. Parrat

L'être humain se mettra à table le regard clair - car la vérité sera servie avant les desserts.

«Statut de l'Etre humain»[2], Thiago de Melo

La Communauté Mapuche Paynemil (Neuquén, Argentine)

Les quatorze familles de cette Communauté Mapuche, propriétaire ancestrale des terres qu'elle occupe - sa reconnaissance officielle date de 1903, l'adjudication de «réserve», de 1964, et l'octroi du titre de propriété communautaire, de 1991 - protagonisent par ces temps postmodernes un triple paradoxe, triste et ironique à la fois: ses habitants manquent d'eau potable et apte à tout usage, alors qu'ils vivent au bord du fleuve Neuquén; ils ne bénéficient pas du gaz alors qu'ils sont établis sur le plus important gisement du pays et, bien qu'ils aient comme voisine une grande centrale thermo-électrique, beaucoup d'entre eux n'ont pas l'électricité[1].

En plein cœur d'un dit «pôle de développement», la Communauté ne peut se développer et toute possibilité se trouve aujourd'hui paralysée ou compromise. Ses intégrants non seulement ne bénéficient pas du supposé «effet-débordement» de ce modèle néo-libéral/conservateur, mais encore doivent-ils disputer chaque centime des droits qui leur correspondent pour servitudes, dommages et préjudices, utilisation de carrières. maladies et pertes de leurs animaux. manque d'eau salubre.

Tout cela, face au défaut de transparence de la principale entreprise opératrice (réticente à fournir l'information indispensable pour les complexes réclamations; exécutant des travaux sans autorisation ni présentation préalable de plans), dont l'activité a détruit non seulement l'habitat naturel de la Communauté mais encore les terres qui lui permettaient de vivre de son économie traditionnelle, à savoir l'élevage, de chèvres principalement. Une quarantaine de puits d'extraction de gaz et pétrole ont été perforés et tout le territoire est parsemé d'un nombre infini d'installations: campement, batteries et unités de traitement, brûleurs, conduits, chemins et tracées, bassins à ciel ouvert (sans isolement ni clôture), etc. qui - telle une énorme toile d'araignée - couvrent l'ensemble des terres de la Communauté; à cela il faut ajouter encore les effets destructeurs des relèvements sismographiques périodiques.

De nombreuses dénonciations, accompagnées d'inspections, de témoignages, de photos, d'études techniques *in situ*, ont révélé et mis en évidence la grave responsabilité incombant à la gestion de l'entreprise YPF (auparavant appartenant à l'Etat mais depuis quatre ans privatisée comme société anonyme) quant à la protection de l'environnement et, par conséquent, de la santé des habitants de l'endroit et de ceux vivant en aval du fleuve Neuquén (où se trouve concentrée la majeure densité démographique de la région: les villes de Neuquén, Cipolletti, Centenario, Cinco Saltos et autres localités moins importantes). Ajoutons encore que ni un petit pourcentage des centaines de millions de US dollars perçus jusqu'ici par le gouvernement provincial n'a été destiné à remédier à la situation ou à l'atténuer, à répondre aux besoins minimums des victimes de cette destruction et dégradation de la nature qui - parallèlement - a détruit aussi leur mode de vie et leurs habitudes culturelles[2].

Suite à la perforation d'un puits d'eau, réalisée en octobre 1995 par une famille Mapuche de la Communauté, une inspection a donné comme résultat: «Le prélèvement est constitué d'hydrocarbures (probablement

benzine) et de vestiges d'eau» (sic, inspection officielle du 25.10.95). Ce fait, produit du manque d'isolement et du drainage d'un bassin, empêche maintenant les habitants de la zone de continuer d'utiliser la nappe phréatique comme ils l'avaient jusque-là et traditionnellement fait tout au long de nombreuses décades.

Il a servi par contre à mobiliser l'opinion pubique au travers des mass média ainsi qu'à forcer l'entreprise à prendre position et à assumer ses obligations. Le «pétrosaure YPF» s'est avéré plus déprédateur et coprogénique que les espèces préhistoriques dont les restes pétrifiés sont continuellement découverts dans la région[3].

En plus de la contamination décrite et qui atteint pour le moins une extension d'environ 60 hectares, il est impossible dans cet article de détailler la quantité et la magnitude des autres préjudices occasionnés à la communauté et concernant l'air, les sols, les eaux superficielles et souterraines.

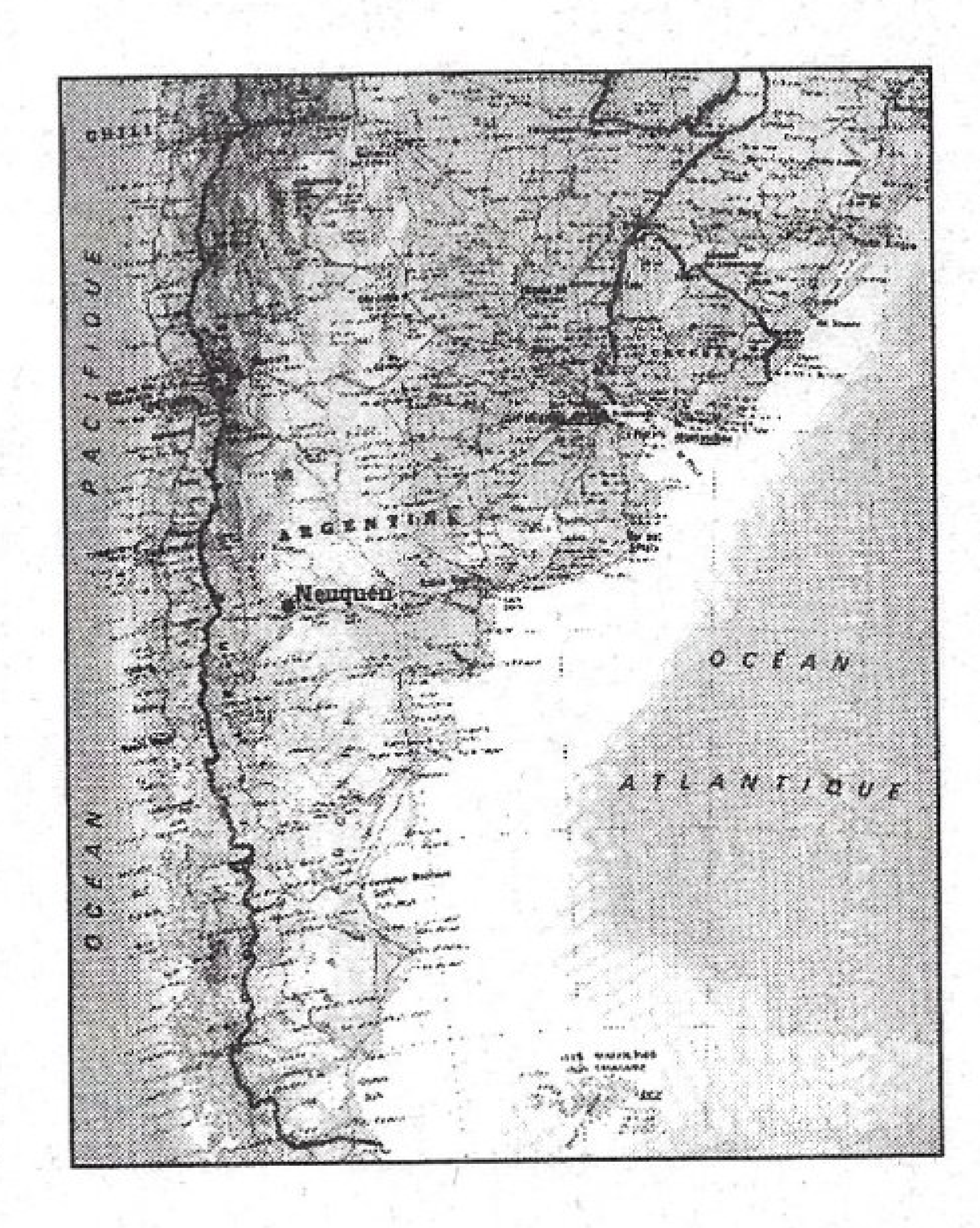
On peut mentionner, entre autres, la dispersion de gaz dans l'air ambiant, l'érosion et la désertification dans un écosytème fragile en soi, l'arrosage des chemins avec de l'eau de purge ou les mélanges en surface des boues d'exploitation, la mort d'animaux (vaches, chevaux et chèvres) - pour avoir ingurgité l'eau de flaques contaminées ou avalé des résidus plastiques abandonnés -, la disparition de la faune autochtone et de la couverture végétale, la perte de fluides de conduits et d'installations, et beaucoup d'autres[4].

Le cas de la Communauté Paynemil est seulement un exemple de plus d'un modèle économique au service d'une minorité et spécialement de capitaux transnationaux concentrés, au détriment à la fois des petits paysans producteurs indigènes et non-indigènes, des travailleurs et des simples consommateurs.

Modèle sauvage qui ne respecte ni le sol que nous foulons tous et duquel nous tirons l'alimentation quotidienne, ni l'air que nous respirons, ni l'eau que nous buvons et qui fertilise la terre. Le lucre comme objectif immédiat et le marché comme régulateur suprême mènent au mépris absolu de la nature, des cultures et de l'avenir des nouvelles générations.

Lorsque la rentabilité de cette exploitation hydrocarburifère se terminera, d'ici trente ou quarante ans, il ne restera qu'une terre dévastée. L'herbe recommencera-t-elle à pousser et les animaux pourront-ils paître à nouveau?

Les enfants et petits-enfants des Paynemil pourront-ils jouer, croître, travailler, c'est-à-dire simplement continuer de vivre, s'ils en ont envie, sur le sol où s'établirent leurs ancêtres?



1. A la fin des années septante, les terres de la Communauté se trouvent rapidement entourées puis envahies par les activités d'exploitation déployées par l'entreprise qui a obtenu la concession du gisement de Loma de la Lata. Il s'agit du plus grand gisement de gaz du pays et de l'une des principales réserves d'Amérique Latine, qui se situe à un peu plus d'une heure de la ville de Neuquén, capitale de la Province. L'entreprise YPF a accédé récemment à la demande d'installation domiciliaire et de provision d'une certaine quantité de gaz au bénéfice des intégrants de la Communauté.

2. Les études réalisées dans la Communauté Paynemil et le service de conseil légal prêté à cette dernière furent et sont réalisés par un groupe de professeurs et collaborateurs bénévoles, dans le cadre d'un Accord passé entre l'Université Nationale du Comahue et l'Assemblée pour les Droits de l'Homme, ainsi que du projet *Défense de la Terre* Indigène lié à cet Accord, à partir de l'année 1992 et jusqu'à présent.

3. Cela motiva des dénonciations à tous les organismes officiels de contrôle ainsi que la réalisation d'analyses chimiques (eau) et, chez les membres de la Communauté, biologiques (sang et urine), portant surtout sur la présence de métaux lourds, phénoles et hydrocarbures; elles ont été réalisées par les organismes en question, à une lenteur ahurissante! Les premiers résultats sont alarmants (voir Rapport final du Projet UNC-APDH cité, juin 1996, et les dénonciations postérieures).

4. Les auteurs, volontaires de FSF, travaillent au service de cette Communauté, entre autres, dans le cadre de l'Accord cité (Thérèse) et du Projet (Carlos, comme directeur), respectivement, en équipe avec d'autres collaborateurs bénévoles. A la fin 1996, une pression déloyale exercée sur la Communauté par l'entreprise et une dépendance officielle, tenta de séparer Carlos de ses fonctions d'avocat. La Communauté Paynemil cependant confirma son mandat et, à partir du mois de février, des négociations ardues reprendront afin d'obtenir diverses indemnisations et de récupérer plusieurs zones affectées par la contamination.

Florence Reber et Bertrand Mittempergher travaillent au Brésil, à Espérantinopolis, depuis le mois de juin 1995. Florence, infirmière, est chargée de l'accompagnement de l'équipe du Poste de santé dans l'Association Populaire de Santé (dynamisation, formation, articulation,...). Elle participe également à la Pastorale de la Santé, ainsi qu'à la Pastorale de l'Enfance régionales.

Bertrand, pour sa part, se dédie à l'accompagnement de cette association, pour la formation administrative et pour des cours spécifiques. Par sa formation de technicien en mécanique, il suit, selon les sollicitations, le Syndicat des Travailleurs Ruraux.

Esperantinopolis,
le 21 novembre 1996

1. Quand le Brésil est malade...

Tout en «battant» énergiquement sa lessive, Maria observe d'un œil préoccupé sa cassula (fille cadette). Celle-ci, depuis trois jours, se plaint de ne plus pouvoir courir et se trémousser allègrement, avec ses copines, sur les rythmes endiablés des tubes qui monopolisent radios et télévisions. Maria a constaté que le ventre de l'enfant est dur et enflé dans sa partie gauche. Leader de la Pastorale de l'Enfance et mère de 9 enfants, la jeune femme connaît de nombreux «remèdes maison» à base de plantes et d'argile. Mais jusqu'à présent, ils se sont avérés insuffisants, puisque la partie abdominale atteinte continue à grossir. Maria se montre de plus en plus soucieuse car la fillette de 7 ans, bien qu'ayant toujours été fluette, n'est encore jamais tombée malade. «Dona Baú», une vénérable vieille tante, un peu originale, mais au talent de guérisseuse reconnu est même venue prier et proposer quelques «garafadas» (traitements médicaux à base d'éléments naturels). Pour quelques heures, Claudete a paru présenter un certain mieux-être, mais à présent, la douleur devient plus vive. Lorsque le père de famille revient, ils décident de conduire leur fille «de création» (soit adoptive) à la Clinique du Dr Pedro, car c'est à lui que la population accorde un peu plus de confiance. Après de longues heures d'attente, l'enfant est consultée par le médecin qui décide de l'interner. Un traitement intraveineux d'antibiotiques est administré car la jeune patiente paraît fiévreuse (personne ne semble connaître l'usage et l'intérêt d'un thermomètre ou d'un appareil à pression, etc.). Le lendemain, et sans «autre forme de procès», Claudete est renvoyée à la maison, accompagnée, pour toute information, d'une généreuse liste de médicaments à acheter pour continuer le traitement. Les parents, peu lettrés et d'un milieu très modeste, ne sont pas rassurés car après 24 heures les symptômes n'ont pas diminué et la fièvre, par contre, a augmenté. Après deux heures de route sur le pont d'un camion peu confortable, Louzinho arrive avec sa fille malade à Pedreiras (ville distritale de référence qui se trouve à environ 70 km d'Esperantinópolis). Il connaît l'adresse d'une clinique où les soins semblent de qualité acceptable. Le premier jour, la ponction d'un liquide purulent sera effectuée ainsi qu'un ultrason le soir (car la fillette a été «oubliée» pendant toute la journée). Les nouvelles sont alarmantes, on parle d'une tumeur à opérer d'urgence... Spontanément, des voisines manifestent leur solidarité avec la famille et aident Maria en lui apportant soutien et quelques vivres à emporter, avant qu'elle ne parte rejoindre son mari et sa fille à Pedreiras. Les souvenirs douloureux des décès des parents naturels de Claudete tournent dans la tête de Maria... La mère est morte des suites d'un cancer intestinal à l'âge de 25 ans et deux ans plus tard, son jeune mari est lui aussi décédé d'une maladie brutale...

Finalement et après moult requêtes insistantes, la fillette sera opérée deux jours après. Personne n'a vu trace de l'ultrason effectué et le médecin qui l'a fait est en congé à São Luis, inatteignable... L'enfant subit donc une anesthésie générale, à aucun moment, ses signes vitaux ne sont contrôlés (de plus, on n'effectuera jamais d'examens de labo durant toute son hospitalisation). Un

gros abcès purulent est énergiquement drainé dans une ambiance joviale, aux critères hygiéniques plutôt éloignés des réalités helvétiques... La nature et la vitalité magnifique, propre à l'enfance, ont encore une fois «opéré», quinze jours plus tard, après avoir été suivie au poste de santé pour refaire son pansement, Claudete exhibe fièrement sa cicatrice complètement refermée. A présent, plus rien ne l'empêche de danser sur son air préféré, «Bate forte, tambor»!

2. «Dis-moi où tu as mal, je te dirai qui tu es!» ou «Dis-moi où tu te soignes, je te dirai qui tu es!»

A ce stade de notre cheminement, il serait bien naturel de souhaiter renforcer et éclaircir notre tableau par une sympathique série de statistiques (taux de mortalité, morbicité, etc.). Cependant, après mûre réflexion, nous avons choisi une autre option, pour deux raisons: ce type d'information ne se révèle pas toujours attrayant et reste souvent accessible à «l'élite des initiés». En second lieu, les sources d'informations les mieux documentées et actualisées se réfèrent essentiellement au Brésil dans son ensemble (150 millions d'habitants, disparités géo-économiques importantes, etc.). Il ressort que le Nordeste présente la réalité la plus préoccupante (qualité de vie, accès à l'éducation, etc.). Le Maranhão semble continuer à disputer la dernière place à son voisin le Piaui (malgré les propos de la «Governadora» qui se veulent rassurants). En fait, les deux institutions «cantonales» de référence, concernant la centralisation des informations et l'élaboration des statistiques, sont incapables de présenter des données fiables, reflétant la situation actuelle du Maranhão. Par exemple, le SIDA se révèle être uniquement un problème qui touche les grandes villes, alors que les relations extraconjugales semblent nombreuses et que la prostitution est sensiblement présente dans tous les intérieurs, mais le test de dépistage n'y est pas effectué. Ainsi, aucun cas n'a été signalé jusqu'à présent, donc cette maladie n'existe pas... La recrudescence spectaculaire de la lèpre cette dernière année, s'explique, en grande partie, par la réactivation d'un programme de dépistage qui avait été abandonné durant de nombreuses années!

Ce tableau chaotique trouve son explication dans le manque de volonté politique claire qui s'exprime par:

- l'absence ou l'insuffisance de moyens efficients (ressources humaines qualifiées, compétentes et motivées - participation active, reconnaissance, etc. - bénéficiant du matériel nécessaire et adéquat)
- l'absence de vision à moyen et long terme car les stratégies ne sont pas élaborées et planifiées sur la base d'une évaluation permanente
- à un niveau plus global, ceci n'est pas sans lien direct avec les critères d'octroi de crédit de la Banque Mondiale et surtout du plan de réajustement structurel, draconien, «proposé» par le FMI.

Une brève illustration: des fonds ont été libérés afin d'éradiquer la dengue au niveau national et dans toute l'Amérique Latine. Conséquences directes, des communes sont «stratégiquement» choisies pour bénéficier d'un large programme. Esperantinópolis est l'une des heureuses élues... Le chef local de l'entité chargée du dépistage de la dengue, qui s'effectue depuis décembre 1995, nous a assuré durant toute l'année qu'aucun cas n'avait été diagnostiqué car le vecteur n'a jamais été rencontré dans le municipe. Mais il est le responsable de l'implantation de cette grande campagne largement divulguée durant tout le mois de novembre.

Autres problèmes:
- depuis plusieurs années, aucun des décès survenus dans les hôpitaux d'Esperantinópolis ne sont enregistrés et les causes diagnostiquées. A la question de savoir quelles sont les principales maladies traitées dans ces hôpitaux, le secrétaire communal de santé (médecin) répond évasivement et après une longue hésitation qu'il s'agit, entre autre, de diarrhées, de fièvres, de problèmes respiratoires et cardiaques (incompétence, mauvaise volonté, accommodation?)...
- dans 90% des cas, lors des consultations privées ou hospitalières, les médecins ne se basent sur aucun examen pour prescrire un traitement.

Les deux tiers des patients s'adressent directement au «pharmacien» pour recevoir le traitement qu'ils souhaitent ou que celui-ci leur prescrit (souvent, il s'agit de médication intraveineuse!... Plus lucrative pour le vendeur et la seule efficace selon la croyance locale): Aucun des propriétaires (ni leur employé) des 9 pharmacies-drogueries du municipe ne bénéficient d'une quelconque formation théorique. Ainsi aucune anamnèse n'est effectuée, ni prise de paramètres du client, ni recommandation, etc. Enfin, les nombreuses publicités télévisées qui font une généreuse propagande pour des médicaments, n'aident en rien à une réelle promotion de la santé, bien au contraire.

Finalement, pour en revenir aux données statistiques, signalons encore que dans les campagnes, un nombre important de décès d'enfants survenus à la naissance ou durant la première années de vie, ne sont pas signalés (les parents n'en font pas mention lorsqu'on leur demande le nombre d'enfants qu'ils ont eu...). Bien souvent, les enfants sont enregistrés pour l'entrée de l'école, ou même plus tard, au moment de faire leur carte d'électeur.

3. Un système de santé qui retient particulièrement l'attention

Le Brésil a adopté en 1988 le SUS (Système Unique de Santé) qui fut précédé par toute une série d'autres systèmes et propositions infructueuses. Il se résume en cinq idées majeures:

➡ **universalité**
le droit à la santé est égal pour tous, sans aucune discrimination

➡ **équité**
le réseau de service de santé doit être attentif aux inégalités existantes, avec l'objectif d'ajuster ses actions à la nécessité de chaque secteur à être couvert, cherchant ainsi à réduire les inégalités

➡ **intégralité**
c'est comprendre que les personnes ont le droit d'être reçus dans l'ensemble de leurs nécessités et que les services de santé doivent être organisés de façon à offrir toutes les actions nécessaires sur l'environnement et sur l'individu, garantissant la promotion, la protection, la récupération et la réhabilitation de la santé

➡ **décentralisation**
les services, les actions et les ressources doivent être administrés prioritairement par les municipes (Municipalisation) et par les Etats, restant au niveau fédéral la normalisation, la réglementation et l'intervention seulement dans les cas qui concernent l'ensemble du pays

➡ **participation de la communauté** (contrôle social)
assurer la participation de la société dans la définition, le contrôle et la vérification de l'exécution de la politique de santé.

Si ce système (régimenté par des lois) était appliqué, il serait sans doute l'un des plus révolutionnaire et ceci bien au-delà des frontières brésiliennes. Avec une petite réserve cependant quant à la gratuité, à double tranchant, plus particulièrement dans un pays où l'assistancialisme pourrait être assimilé à une valeur culturelle, tant il se montre profondément enraciné! Composantes paralysantes, non valorisantes et en porte-à-faux à toute conscientisation.

A ce jour, le SUS n'en est encore qu'à ses premiers balbutiements, mais de nombreuses et fortes voix s'élèvent déjà contre lui. Sous prétexte d'un système à deux vitesses, sur fond de lenteur et corruption, on veut «jeter le bébé avec l'eau trouble de son bain», fermant obstinément les yeux sur cette réalité: le système est viable, et dans les municipes où il est réellement implanté, les améliorations sont notables, cependant, peu de maires sont prêts à perdre un peu de leur pouvoir...

La santé ne semble intéressante que lorsqu'elle rapporte de l'argent et du pouvoir. A ce titre, comme à d'autre, le Brésil est un puissant révélateur d'une société au néolibéralisme outrancier. Dernier exemple, le commerce des assurances maladies et accidents qui est en pleine expansion mais qui se réserve pertinemment à un tiers de la population. Un cas illustratif est celui de ce médecin, directeur d'hôpital, qui a interrompu une opération sur un patient sérieusement accidenté. Il avait constaté que celui-ci était en retard dans le payement de ses primes d'assurance accident. La nouvelles a été largement diffusée par les media...

Rédaction
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM
B. Faidutti-Lueber
R. Henri-Mussard 12
CH-1208 Genève
CCP 10-20968-7

EIRÉNÉ
Comité suisse
Godi Glatz Consulting
CH-1350 Orbe
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse
Prière de l'annoncer directement au mouvement concerné

«Interrogation» paraît huit fois par année
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression:
Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle

JAB – 1033 CHESEAUX-SUR-LAUSANNE